

L'essor formidable de l'enseignement supérieur à l'échelle de la planète : Chance pour le développement ou Bombe à retardement ?

Vu du Nord, le problème pourrait passer inaperçu. Vu d'ailleurs il saute aux yeux : la planète universitaire grandit à toute allure, 100 M d'étudiants en 2000, 200 M en 2013, probablement 400 M d'ici une dizaine d'années.

C'est d'abord une bonne nouvelle. Des étudiants de première génération en grand nombre partout, c'est d'abord l'effet d'une pauvreté qui régresse, de la montée des classes moyennes dans tous les pays en émergence, d'une croissance plus forte dans ces pays qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Ces taux de scolarisation supérieure élevés partout (désormais souvent à deux chiffres) auraient sans doute été impensables il y a une ou deux générations. Ils témoignent non seulement du caractère désormais massif de l'enseignement supérieur à l'échelle de la planète entière mais aussi de l'accession à cet enseignement de générations nouvelles issues de milieux socialement et culturellement beaucoup plus divers.

Comme toute médaille, ce progrès formidable possède un revers.

Qui dit accroissement du nombre d'étudiants dit en effet, malgré des taux d'échec importants, accroissement notable du nombre de diplômés. Or dans de nombreux pays les économies locales ne sont pas en mesure d'absorber un tel accroissement. De là un double déséquilibre quantitatif et qualitatif qui rend difficile voire impossible l'insertion professionnelle de très nombreux diplômés sortant de l'enseignement supérieur.

Ce déséquilibre quantitatif est accentué dans les pays à économie majoritairement informelle, les priorités des « entrepreneurs » d'une telle forme d'économie concernant très peu les diplômés du supérieur. Et ni les possibilités d'embauche des fonctions publiques locales ni celles des quelques grands groupes existants ne peuvent suffire à combler l'écart.

S'y ajoute un déséquilibre qualitatif tant en termes de spécialités que de niveaux des formations reçues. Autant dans la plupart des pays du Nord, en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord, la relation formation supérieure/emploi fonctionne à peu près correctement, autant dans les autres pays en émergence elle se présente sous une forme paradoxale : plus le diplôme obtenu est élevé, plus la probabilité d'être sans emploi est grande.

Ce phénomène est évidemment générateur de tensions et risques sociaux considérables. Comment les jeunes générations ayant poursuivi plusieurs années d'études supérieures, souvent dans la difficulté, mais aussi souvent dans les espoirs nés d'être les premiers de leurs familles à bénéficier d'un tel accès, comment ces jeunes-là peuvent-ils comprendre leur exclusion de fait d'une société dont ils ont vocation à être les élites futures ?

Ce phénomène tend à se généraliser dans de nombreux pays, francophones ou non.

Le Maghreb en est probablement l'illustration la plus frappante, mais l'Afrique subsaharienne en est peu à peu gagnée, comme une bonne partie de l'Amérique latine et méridionale ou encore bien des pays du sud-est asiatique.

Ce sont tout autant de « bombes à retardement » qui peu à peu s'amorcent, parfois étouffées, parfois plus proches de l'explosion mais qui toutes, mettent de nombreux acteurs en face de leurs responsabilités qu'ils soient universitaires, politiques ou socio-économiques. Et c'est d'eux, tous ensemble, que les solutions peuvent venir.

Trois causes principales peuvent en effet être avancées pour expliquer ce phénomène.

La première tient à l'absence le plus souvent de lien réel entre le monde universitaire et le monde de l'activité économique, que les économies concernées soient en bon ou mauvais état. Cette absence fait que les ajustements entre offre et demande sur le marché du travail ne peuvent être qu'aléatoires.

Dès lors que chacune des deux sphères se développe dans l'ignorance l'une de l'autre, chacune par sa logique propre, le désajustement est forcément la règle.

Si en outre l'économie est fortement informelle, ce désajustement n'en sera que plus grand.

La deuxième tient aux inadaptations d'une offre de formation trop rarement conçue pour prendre en compte les besoins des pays concernés, dans des situations où ces besoins eux-mêmes sont mal explorés et donc mal connus. Une offre de formation souvent trop déséquilibrée en faveur de formations de haut niveau (master ou plus) au détriment de formations professionnalisées de niveau intermédiaire, pourtant indispensables aux économies émergentes, en croissance forte notamment.

La troisième, plus profonde peut-être, tient à cette conviction encore trop solidement établie que l'enseignement supérieur aurait principalement pour vocation de former des fonctionnaires ou tout au moins des salariés, si possible de grands groupes au fonctionnement proche des fonctions publiques notamment en ce qui concerne la pérennité et la sécurité de l'emploi. Que ce rôle ait à être assumé par l'enseignement supérieur, nul n'en doute. Mais qu'il soit le seul ne peut être acceptable. Comment en effet ne pas se dire, face à la montée démographique et à la nécessité de créer partout de nouveaux emplois que l'enseignement supérieur a vocation à former non seulement de futurs salariés mais aussi des créateurs d'activité et donc d'emplois nouveaux ? Il faut non seulement le dire mais l'assumer haut et fort, comme la tendance en est déjà esquissée, de manière variable, dans les pays les plus développés.

Ces trois causes peuvent être combattues. A condition que tous les acteurs concernés s'y consacrent sérieusement et constituent les « triangles vertueux » dont a besoin le devenir professionnel et social des diplômés du supérieur. Triangles constitués des autorités académiques, politiques et socio-économiques et dont la « vertu » ne peut venir que du bon fonctionnement des « côtés » qui relient les trois « sommets ».

Aux autorités académiques et socio-économiques de se rapprocher, d'apprendre à se connaître, à réfléchir ensemble dans le strict respect du rôle de chacun, à définir conjointement des perspectives qu'aucun autre acteur ne peut définir « in abstracto » sans elles.

Aux autorités académiques de repenser leur offre de formation en prenant en compte de telles perspectives et d'intégrer les milieux socio-économiques comme acteurs des formations où leur présence est indispensable pour la délivrance des compétences requises. En un mot, l'alternance, dans les formations professionnalisantes où elle est à l'évidence requise. Et aux autorités politiques de créer le contexte incitatif adapté au développement d'une telle alternance sur le plan réglementaire et législatif, sur le plan fiscal ou toute autre forme d'incitation.

Aux autorités académiques encore de promouvoir sous toutes les formes possibles l'esprit d'entreprendre susceptible de donner aux étudiants, notamment les plus jeunes, le goût de la création d'activités nouvelles, dans un contexte qui ne pénalise pas leurs parcours d'études mais au contraire encourage – y compris par sa valorisation académique- le goût du risque que constitue tout projet créatif.

Aux autorités académiques de s'engager dans cette voie mais avec l'appui et le concours de leurs partenaires politiques (surtout lorsque les tutelles sur les établissements sont encore fortes) et socio-économiques tant est grand le besoin d'un accompagnement pratique en la matière.

Les causes peuvent donc être combattues. Elles doivent l'être si l'on veut désamorcer aussi rapidement que possible les nombreuses bombes à retardement présentes sur la planète universitaire.

Nombreux sont les établissements d'enseignement supérieur à en être conscients. De plus en plus nombreux sont également les acteurs politiques et socio-économiques à l'être. Mais dans trop de pays, cela ne prend pas encore une forme déclarée, collectivement assumée au sein de « triangles vertueux » qui tardent à se constituer.

Comment ne pas penser que « *Make our planet great again* » passe aussi par cette voie là ?